

REPUBLICUE DU CAMEROUN
PAIX-TRAVAIL-PATRIE

REPUBLIC OF CAMEROON
PEACE-WORK-FATHERLAND



**RAPPORT DU MINISTERE
DE LA JUSTICE SUR L'ETAT
DES DROITS DE L'HOMME
AU CAMEROUN EN 2012**

Yaoundé, Septembre 2013

Rapport du Ministère de la Justice sur
l'état des droits de l'homme
au Cameroun en 2012

CARTE ADMINISTRATIVE DU CAMEROUN

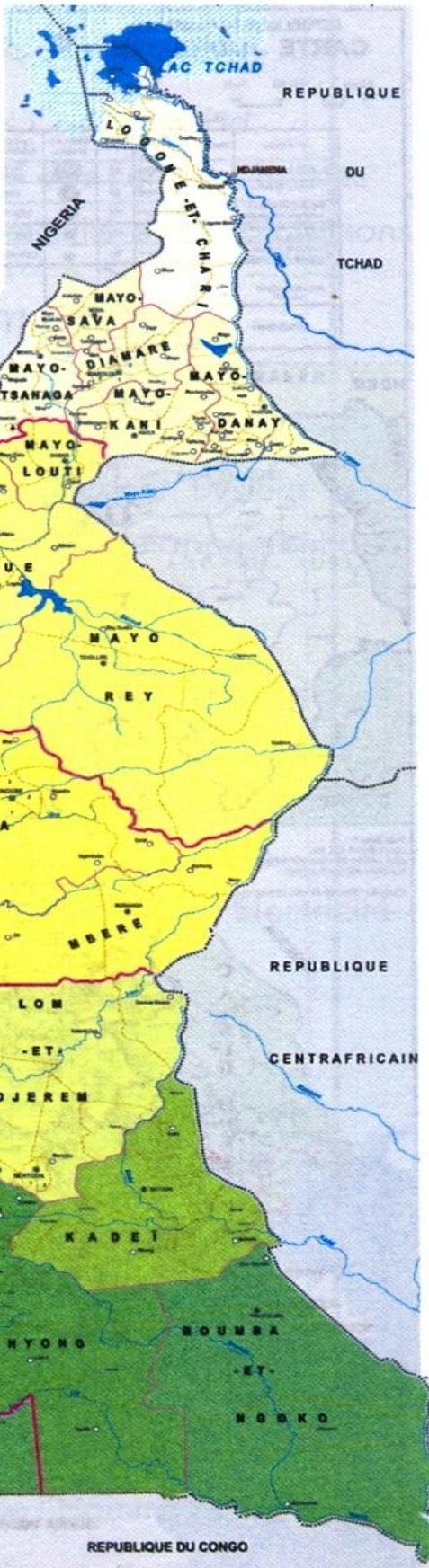
REPUBLIQUE DU CAMEROUN
CARTE ADMINISTRATIVE

Echelle 1 : 1 500 000 Scale

	SUPERFICIE CONTINENTALE	CONTINENTAL AREA	486 050 km ²
	SUPERFICIE DES EAUX MARINES	MARITIME AREA	9 600 km ²
LEGENDE			
Frontière Internationale Frontière Nationale			
Unité de Province	YAOUMBE		
Unité de Département	GARDOU		
Unité d'Anciennement	BAYOU		
Unité de District	YAOUMBE		
Capital d'Etat			
Chif - fes de Région			
Chif - fes de département (Département)			
Chif - fes d'Anciennement			
Chif - fes de district			
Nom de Département			
Nom d'Anciennement			
Nom de district			

REPUBLIC OF CAMEROON
ADMINISTRATIVE MAP

INSTITUT NATIONAL DE GÉOGRAPHIE
INSTITUT NATIONAL DE CARTOGRAPHIE
Au Rapport du Ministère de la Justice sur l'état des droits de l'homme au Cameroun en 2012



LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

AAA	: African Action on Aids
ABM	: Aurora Building Materials Company Ltd
ACAFEJ	: Association Camerounaise des Femmes Juristes
ACEFA	: Amélioration de la Compétitivité des Exploitations Familiales Agropastorales
ACT	: Artemisinin Combination Therapy
ADC	: Authentic Developers Corporation
AFD	: Agence Française de Développement
AFIS	: Automated Fingerprint Identification System
AFOP	: Appui à la Rénovation et au Développement de la Formation Professionnelle
AIR	: Antenne d'Intervention Rapide
ANIF	: Agence Nationale d'Investigation Financière
ANOR	: Agence des Normes et de la Qualité
APEE	: Association des Parents d'Elèves et Enseignants
API	: Agence de Promotion des Investissements
ARSEL	: Agence de Régulation du Secteur de l'Electricité
Art.	: Article
ARV	: Anti Rétro Viraux
BEI	: Banque Européenne d'Investissement
BEPC	: Brevet d'Etudes du Premier Cycle
BIP	: Budget d'Investissement Public
BIR	: Bataillon d'Intervention Rapide
BIT	: Bureau International du Travail
CA	: Cour d'Appel
CADHP	: Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples
CAED	: Centre d'Accueil des Enfants en Détresse
CafDHP	: Cour Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples
CAMPOST	: Cameroon Postal Services

Chapitre 3

Le droit à la santé

SECTION 1 : LA SANTE DE LA MERE, DE L'ENFANT ET DE L'ADOLESCENT

441- Dans ce programme et conformément à l'esprit de la Campagne d'Accélération de la Réduction de la Mortalité Maternelle en Afrique (CARMMA), initiée par l'Union Africaine, le Gouvernement a entrepris plusieurs actions en 2012. De même, au niveau national, les objectifs du DSCE par rapport à ce secteur sont particulièrement significatifs et visent à :

- réduire de 1/3 la charge morbide chez les pauvres et les populations les plus vulnérables ;
- réduire de 2/3 la mortalité des moins de 05 ans ;
- réduire de 3/4 la mortalité maternelle.

§1 : La santé de la mère

442- Ce programme vise à réduire la mortalité maternelle suivant les indicateurs mentionnés plus haut.

443- Les résultats suivants ont été enregistrés au 31 décembre 2012 :

- le renforcement des capacités de 1538 personnels de santé en matière de santé de reproduction dans divers domaines, notamment en Soins Obstétricaux et Néonataux Urgents, Prévention de la transmission de la mère à l'enfant, Prise en charge Intégrée des maladies de l'enfant ;
- l'augmentation de la fréquentation dans 60 formations sanitaires des 03 Régions Septentrionales grâce au prépositionnement des kits obstétricaux dont les frais ont été harmonisés à 6 000 FCFA¹⁶² pour l'accouchement et à 40 000 FCFA¹⁶³ pour la césarienne et l'extension de cette stratégie de pré positionnement dans la Région du Sud au troisième trimestre 2012 ;
- la construction et l'équipement de 08 Pavillons «Mère et Enfant»;
- l'ouverture de 02 nouvelles écoles de sages-femmes à Maroua et Douala ;

¹⁶² Soit environ 231 175 572 euros.

¹⁶³ Soit environ 9,16 euros.

¹⁶⁴ Soit environ 61,06 euros.

§3 : La santé de l'adolescent

449- Ce domaine spécifique préoccupe le MINSANTE au sein duquel un service de santé des adolescents est fonctionnel à la Sous-Direction de la Santé de Reproduction.

450- En 2012, le Département a poursuivi son objectif de réduire le nombre de grossesses précoces ainsi que l'exposition des jeunes aux infections sexuellement transmissibles et au VIH. La fécondité précoce reste néanmoins élevée avec un taux de 127% à 15-19 ans et une adolescente sur 04 a déjà commencé sa vie reproductive : 21% ont eu au moins un enfant et 4% sont enceintes du premier enfant.

451- Plusieurs programmes et services ciblent la prévention et le traitement des problèmes de santé touchant les jeunes. Six Départements ministériels mènent effectivement des interventions en direction de ce groupe : le MINSANTE, le MINJEC, le MINPROFF, le MINESUP, le MINEDUB et le MINESEC.

452- Certaines ONG soutiennent aussi l'action gouvernementale, à l'instar de *African Action on Aids* qui a mis sur pied un programme visant à favoriser la réussite scolaire des adolescentes vulnérables, exposées au VIH¹⁶⁴.

453- La santé mentale des adolescents est également un problème crucial souvent lié à la consommation de drogue et d'alcool. L'action combinée du Gouvernement et de la société civile vise à prévenir et à combattre ces facteurs. Ainsi des activités d'information, d'éducation et de communication sont organisées régulièrement dans les médias pour la sensibilisation des populations sur les problèmes de santé, y compris la lutte contre la drogue et la consommation abusive d'alcool, notamment en milieu jeune.

454- En plus de ces actions ciblées sur certaines catégories de personnes, des progrès ont été réalisés dans le domaine de la lutte contre la maladie et la promotion de la santé.

¹⁶⁴Voir infra, chapitre sur les personnes vulnérables, § 778 et s.

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
PAIX-TRAVAIL-PATRIE

REPUBLIC OF CAMEROON
PEACE-WORK-FATHERLAND



**REPORT BY THE
MINISTRY OF JUSTICE
ON HUMAN RIGHTS IN
CAMEROON IN 2012**

Yaounde, September 2013

SECTION I: MOTHER, CHILD AND ADOLESCENT HEALTH

441- As part of the programme, the Government took several measures in accordance with the spirit of the Accelerated Maternal Mortality Reduction Campaign in Africa, initiated by the African Union. Similarly, the objectives of the GESP in this sector are particularly significant and seek to reduce:

- disease infections among the poor and most vulnerable populations by 1/3;
- mortality of children under 5 years by 2/3; and
- maternal mortality by 3/4.

§1: Maternal Health

442- The programme aims at reducing maternal mortality based on the indicators mentioned above.

443- capacity building of 1,538 health workers in different reproductive health areas; such as Mother-child transmission prevention, Emergency neonatal and obstetrics care and integrated management of child diseases;

- increased attendance in 60 health facilities in the 3 Northern Regions through obstetric kits pre-positioning, the costs of which have been harmonized to CFA 6,000¹⁶² for childbirth and CFA 40,000¹⁶³ for caesarean section, as well as, the extension of this pre-positioning strategy in the South Region in the third quarter of 2012;
- construction and equipment of 8 "mother and child" wards;
- opening of 2 midwifery schools in Maroua and Douala;
- rate of births attended by skilled health personnel increased from 40 % to 49.90 %; that is, 228,876 out of 458,703 targeted deliveries;
- organization of free obstetric fistula care campaigns for 96 patients with 40 at CHUY and 56 in Maroua; and
- enhancing mother to child HIV transmission prevention resulting in a screening rate of 67% of the 407,736 targeted pregnant women.

¹⁶²About 231,175,572 Euros

¹⁶³About 9.16 Euros

¹⁶⁴About 61.06 Euros

Chapter 3
RIGHT TO HEALTH

3: Adolescent Health

449- This specific area is of concern to the MOH under which an adolescent health service has been opened at the Sub-Department of Reproductive Health.

450- In 2012, the Department continued to reduce the number of unwanted pregnancies and young people exposed to sexually transmitted infections and HIV. Premature fertility still remains high with a rate of 127% among 15 to 19 year olds and 1 adolescent in 4 has already started her reproductive life. 21% had at least 1 child and 4% were pregnant with a first child.

451- Several programmes and services target the prevention and treatment of youth health problems. 6 ministries implement programmes for this group: MOH, MINJEC, MINPROFF, MINESUP, MINEDUB, and MINESSEC.

452- Some NGOs also support Government action such as African Action on Aids which has established a programme to promote academic success for vulnerable adolescents exposed to HIV¹⁶⁴.

453- The mental health of adolescents is also a crucial issue often linked to drug and alcohol consumption. The combination of Government and civil society action aims at preventing and combating these factors. Thus, information, education and communication activities in areas such as drug and alcohol consumption control especially among young people are organized regularly on the media for public awareness on health issues.

454- Besides these actions targeting some categories of persons, progress has been made in disease control and health promotion.

SECTION 2: DISEASE CONTROL AND HEALTH PROMOTION

455- The objective in this area is to reduce disease infection among the poor and the most vulnerable populations. Efforts to control disease are distinguished from health promotion achievements.

¹⁶⁴See chapter on vulnerable persons §778 et seq.

ANNEXE

The following institutions, Ministries, Government Services, independent services, public and semi-public establishments and civil society organizations contributed in preparing this Report:

- Sub-Regional Centre for Human Rights and Democracy in Central Africa;
- Supreme Court of Cameroon;
- Courts of Appeal and Lower Courts;
- Ministry of Arts and Culture (MINAC);
- Ministry of Agriculture and Rural Development (MINADER);
- Ministry of Social Affairs (MINAS);
- Ministry of Territorial Administration and Decentralization (MINATD);
- Ministry of Commerce (MINCOMMERCE);
- Ministry in charge of Supreme State Audit (MINCONSUPE);
- Ministry of Lands, Surveys and Land Tenure (MINDCAF);
- Ministry of Defence (MINDEF);
- Ministry of Basic Education (MINEDUB);
- Ministry of Water Resources and Energy (MINEE);
- Ministry of Employment and Vocational Training (MINEFOP);
- Ministry of Economy, Planning and Regional Development (MINEPAT);
- Ministry of Environment, Nature Protection and Sustainable Development (MINEPDÉD);
- Ministry of Livestock, Fisheries and Animal Husbandry (MINEPIA);
- Ministry of Secondary Education (MINESEC);
- Ministry of Higher Education (MINESUP);
- Ministry of Forestry and Wildlife (MINFOF);
- Ministry of Public Service and Administrative Reform (MINFOPRA);
- Ministry of Housing and Urban Development (MINHDU);
- Ministry of Youth and Civic Education (MINJEC);
- Ministry of Mines, Industry and Technological Development (MINMIDT) ;
- Ministry of Small and Medium-sized Enterprises, Social Economy and Handicrafts (MINPMEESA);
- Ministry of Women's Empowerment and the Family (MINPROFF);

**Report by the Ministry of Justice
on Human Rights in
Cameroon in 2012**

- Ministry of External Relations (MINREX);
- Ministry of Public Health (MINSANTE);
- Ministry of Tourism and Leisure (MINTOUL);
- Ministry of Labour and Social Security (MINTSS);
- General Delegation for National Security (DGSN);
- National Gendarmerie;
- National Financial Investigation Agency (ANIF);
- Authority for the Development and Equipment of Urban and Rural Lands (MAETUR);
- Electricity Sector Regulatory Agency (ARSEL);
- National Institute of Statistics (NIS);
- National Commission on Human Rights and Freedoms (CNDHL);
- National Anti-Corruption Commission (CONAC);
- City Council, Douala (CUD);
- City Council, Yaounde (CUY);
- National Social Insurance Fund (NSIF);
- Elections Cameroon (ELECAM);
- Confederation of Cameroon Trade Unions (CSTC);
- African Action on Aids (AAA);
- *Afrique Future*;
- Mbororos Social and Cultural Development Association (MBOSCUDA);
- National Associations and Institutions of and for Persons with Disabilities of Cameroon (UNAPHAC);
- National Employment Fund (NEF); and
- Cameroon Housing Corporation (SIC).